

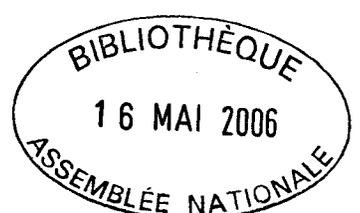
T76S35
E88
2006/07
QL
P. gouv.

**Commission de la santé et
de la sécurité du travail**

ÉTUDE DES CRÉDITS

2006-2007

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

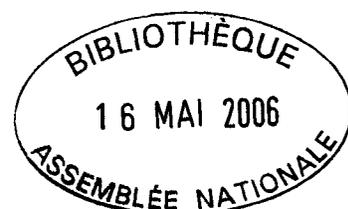


**Commission de la santé et
de la sécurité du travail**

ÉTUDE DES CRÉDITS

2006-2007

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**



COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :.....	1
a. Date et contexte de création;	
b. Objectifs poursuivis;	
c. Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv;	
d. Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;	
e. Indiquer le budget dévolu.	
2. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2005-2006, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.....	2
3. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2005-2006 indiquer :.....	3
a. La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;	
b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;	
c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;	
d. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	
4. Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.....	5
5. Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.....	6
6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2005-2006 et comparaison avec les quatre années précédentes.....	7
7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2004-2005 et pour 2005-2006.....	8
8. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2005-2006.....	9
9. Pour tout organisme relevant du ministre, concernant le bureau de la présidence :	10

	<ul style="list-style-type: none"> a. Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents; b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents. 	
10.	Liste et copie de tous les sondages commandés en 2005-2006, en incluant les coûts.....	13
11.	Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.....	14
13.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2005-2006. Valeur du mandat.....	15
14.	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions budgétaires demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail pour l'année 2005-2006.....	16
25.	Effectifs de la CSST par grandes missions et dépenses afférentes :.....	17
	<ul style="list-style-type: none"> a. prévention, inspection; b. indemnisation et réadaptation; c. financement. 	
26.	Nombre de prestataires inscrits en 2005 et nombre d'entreprises enregistrées en 2005.....	18
27.	Liste des sous-comités du conseil d'administration de la CSST et des comités ad hoc avec leurs mandats et leur composition.....	19
28.	Nombre d'enquêtes réalisées par la CSST au cours de chacune des deux dernières années (ventilation) et motifs des enquêtes.....	21
29.	Nombre et nature des mesures correctrices imposées par la CSST au cours de chacune des deux dernières années.....	22
30.	Valeur des amendes perçues par la CSST au cours de chacune des deux dernières années.....	23
31.	Montant total des cotisations versées à la CSST en 2005 par les employeurs, moyenne annuelle des cotisations par employeur et prévisions pour 2006.....	24
32.	Montant total des cotisations versées par la CSST en 2005 aux travailleurs, moyenne annuelle des cotisations par travailleur.....	25
33.	Montants dépensés pour l'embauche de firmes de détectives, liste des agences, nature des interventions, technologies utilisées, résultats obtenus.....	26

34.	Nombre de dossiers transmis en révision :	27
	a. par les travailleurs;	
	b. par les entreprises;	
	c. par la CSST;	
	d. le résultat des demandes de révision selon la clientèle.	
35.	Le nombre de dossiers en révision par région et délai moyen d'attente entre la demande et la décision.....	28
36.	Bilan à jour de l'application du programme de retrait préventif de la femme enceinte, le nombre de dossiers actifs, de cas contestés et le coût du programme de 1996 à ce jour.....	29
37.	État des fonds de la CSST.....	30
38.	Prévisions actuarielles du régime de santé et de sécurité.....	31
39.	Liste et copie des ententes entre la CSST et les autres organismes ou ministères.....	32
40.	Nombre d'évaluations médicales contestées au Bureau d'évaluation médicale par la CSST en 2005 et nombre d'avis demandés.....	37

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. POUR TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :

- a) Date et contexte de création ;
- b) Objectifs poursuivis ;
- c) Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv ;
- d) Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin ;
- e) Indiquer le budget dévolu.

S/O

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. **LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2005-2006, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Non pertinent à l'étude des crédits

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2005-2006

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2005-2006 indiquer :

- a) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration ;
- b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération ;
- c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv ;
- d) Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

A) LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

Gérard Bibeau

Président du conseil d'administration et chef de la direction, Commission de la santé et de la sécurité du travail

REPRÉSENTANTS DES TRAVAILLEURS

Henri Massé

Président, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Michel Arsenault

Directeur québécois, Syndicat des métallos

Andrée Bouchard

Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Pierre Dupuis

Directeur québécois, Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

Claude Faucher

Vice-président, Centrale des syndicats démocratiques (CSD)

Jean Lavallée

Directeur général et secrétaire financier, Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité et vice-président, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Roger Valois

Vice-président, Confédération des syndicats nationaux (CSN)

REPRÉSENTANTS DES EMPLOYEURS

François Cliche
Vice-président aux ressources humaines, Prévost Car Inc.

Franco Fava
Secrétaire, Neilson Excavation Inc.

Gaston Lafleur
Président-directeur général, Conseil québécois du commerce de détail

Sylvain Lebel
Conseiller senior, Dion, Durrel & associés Inc.

François E. Pelletier
Vice-président, Exploitation-Gestion, La compagnie minière Québec-Cartier

Jean-Paul Robin
Consultant en santé et sécurité du travail

B) AUCUN RENOUVELLEMENT DE MANDAT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU COURS DE L'ANNÉE 2005.

C) AUCUNE NOMINATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU COURS DE L'ANNÉE 2005.

D) FRAIS DE DÉPLACEMENT ET AUTRES FRAIS DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 31 DÉCEMBRE 2005 (EN DOLLARS).

Nom des membres	Distance/ Stationnement	Taxis/ Transport en commun	Repas	Logement
Franco Fava	1 562,98	—	—	1 417,10
Gaston Lafleur	758,52	11,50	43,78	1 491,75

N.B. Pour les frais se rapportant au président du conseil d'administration et chef de la direction, voir question 9

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.

SECTEUR	NOMBRE
Réparation	6
Prévention-inspection	1
Financement	2
Administration (soutien au régime et soutien administratif)	36
TOTAL	45

Source : Direction de la programmation budgétaire - Avril 2006

N.B. : L'année financière de la CSST débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.
Les données statistiques ne sont disponibles que pour l'année 2005.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.

SECTEUR	NOMBRE
Réparation	6
Prévention-inspection	4
Financement	—
Administration (soutien au régime et soutien administratif)	11
TOTAL	21

Source : Direction de la programmation budgétaire - Avril 2006

N.B. : L'année financière de la CSST débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.
Les données statistiques ne sont disponibles que pour l'année 2005.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS EN 2005-2006 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2005-2006 et comparaison avec les quatre années précédentes.

ANNÉE	NOMBRE	%
2005	693	16,9
2004	726	17,2
2003	654	15,5
2002	603	14,6
2001	596	14,7

Source : Direction de la programmation budgétaire - Avril 2006

N.B. : L'année financière de la CSST débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.
Les données statistiques ne sont disponibles que pour l'année 2005.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS POUR 2004-2005

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2004-2005.

ANNÉE	NOMBRE	%
2005	162	22,3
2004	44	6,7

Source : Direction de la programmation budgétaire - Avril 2006

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2005-2006

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2005-2006.

CSST - PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE POUR LES FINS DE L'EXERCICE FINANCIER 2006

- 361 629 000 \$ pour les frais d'administration;
- 52 759 400 \$ pour le financement des dépenses de la Commission des lésions professionnelles;
- 30 000 \$ pour la quote-part de la Commission de la santé et de la sécurité du travail au financement des dépenses du Tribunal administratif du Québec.

FSST - PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE POUR LES FINS DE L'EXERCICE FINANCIER 2006 (AU TITRE DES PROGRAMMES DE PRÉVENTION)

- 61 160 500 \$ pour le programme des paiements pour les services de santé au travail;
- 17 569 800 \$ pour la subvention accordée à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et sécurité du travail;
- 27 506 754 \$ pour les subventions pour la formation et l'information;
- 650 000 \$ pour les subventions en santé et sécurité.

N.B. : L'année financière de la CSST débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.
Les données statistiques ne sont disponibles que pour l'année 2005.

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2005-2006.

Sans objet

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE

Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidente :

- Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents ;
- Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre ;
- Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;
- Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant le coûts afférents.

A) FRAIS DE RÉUNION

NOMS	FRAIS DE RÉUNION		
	RENCONTRES	REPAS	FRAIS AFFÉRENTS
Gérard Bibeau	34	4 057,83 \$	—
Réjean Chevalier	28	1 541,75 \$	—
Rachel Binet	—	—	—
Guyline Tremblay	—	—	—
Marie-Josée Boucher	—	—	—
André Beauchemin	7	452,50 \$	—
Chantal St-Jacques	3	305,39 \$	—
TOTAL :	72	6 357,47 \$	—

Source : Direction de la programmation budgétaire - Avril 2006

B) LISTE DES PRINCIPAUX ORGANISMES, ASSOCIATIONS OU PERSONNES RENCONTRÉS PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET CHEF DE LA DIRECTION DE LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL (CSST), EN 2005 :

- Ministre du Travail du Québec
- Cercle des sous-ministres
- Forum des sous-ministres
- Forum des dirigeants des grands organismes
- Comité sous-ministériel sur les ressources humaines expertes
- Secrétaire général du gouvernement du Québec
- Assemblée nationale du Québec
- Caisse de dépôt et de placement du Québec
- Commission des lésions professionnelles
- Institut d'administration publique du Québec
- Chambre de commerce du Québec
- Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail
- Association québécoise pour l'hygiène, la santé et la sécurité du travail

Note : Dans le cadre de ses attributions, le président du conseil d'administration et chef de la direction de la CSST peut aussi être appelé à rencontrer de manière ad hoc certains intervenants dans l'appareil gouvernemental, des membres du conseil d'administration de la CSST ainsi que divers représentants du monde patronal et syndical

C) FRAIS DE DÉPLACEMENT

NOMS	FRAIS DE DÉPLACEMENT		
	VOYAGE	REPAS	TOTAL
Gérard Bibeau	6 166,61 \$ ¹	841,15 \$	7 007,76 \$
Réjean Chevalier	1 067,72 \$	21,55 \$	1 089,27 \$
Rachel Binet	353,72 \$	61,26 \$	414,98 \$
Guylaine Tremblay	—	—	—
Marie-Josée Boucher	—	—	—
André Beauchemin	520,07 \$	138,75 \$	658,82 \$
Chantal St-Jacques	4 303,28 \$	770,55 \$	5 073,83 \$
TOTAL :	12 411,40 \$	1 833,26 \$	14 244,66 \$

Source : Direction de la programmation budgétaire - Avril 2006

¹ Distance, stationnement	2 826,17 \$
Taxis, transport en commun	861,15 \$
Logement	2 479,29 \$

FRAIS DE REPRÉSENTATION

NOMS	FRAIS DE REPRÉSENTATION 2005-04-01 AU 2006-03-31
Gérard Bibeau	4 725,73 \$
Réjean Chevalier	—
Rachel Binet	—
Guylaine Tremblay	—
Marie-Josée Boucher	—
André Beauchemin	—
Chantal St-Jacques	—
TOTAL :	4 725,73 \$

Source : Direction de la programmation budgétaire - Avril 2006

D) COLLOQUES/ CONGRÈS

Liste des principaux événements auxquels le président du conseil d'administration et chef de la direction a participé en 2005 :

- Colloque des ingénieurs de l'État
- Colloque en santé et sécurité du travail
- Forum public de l'Association des commissions des accidents du travail du Canada (Vancouver 2005)
- Grand rendez-vous en santé et sécurité du travail
- Remise des Prix innovation en santé et sécurité du travail

Note : Sur une base ad hoc, le président du conseil d'administration de la CSST peut être invité à participer à certains événements, notamment, à des activités médiatiques touchant la CSST et des congrès dans le domaine de la santé et la sécurité du travail.

NOMS	COLLOQUES/ CONGRÈS	
	PARTICIPATION	COÛTS
Gérard Bibeau	Forum public de l'Association des commissions des accidents du travail du Canada (Vancouver)	4 191,79 \$ ¹
Réjean Chevalier	Midi-conférence (IGF)	370,00 \$
Rachel Binet	—	—
Guyline Tremblay	—	—
Marie-Josée Boucher	—	—
André Beauchemin	—	—
Chantal St-Jacques	—	—
TOTAL :	—	4 561,79 \$

Source : Direction de la programmation budgétaire - Avril 2006

¹ Avion, hôtel, repas	3 372,39 \$
Inscription au congrès	400,00 \$
Allocations quotidiennes	110,40 \$
Taxis	40,00 \$
Per diem	269,00 \$

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2005-2006, INCLUANT LES COÛTS

Liste et copie de tous les sondages commandés en 2005-2006, en incluant les coûts.

DESCRIPTION DU SONDAGE	MONTANT (en dollars)
Sondage internet dans le cadre de l'événement «Grand rendez-vous santé et sécurité du travail 2005» tenu les 6 et 7 octobre 2005 au Palais des congrès de Montréal	750,00
Recherche qualitative («prétest» publicitaire) dans le cadre de la campagne publicitaire télévisée «Machines dangereuses»	20 540,00
Sondage téléphonique auprès des travailleurs indemnisés à l'égard des services rendus par la CSST	48 600,00
Sondage téléphonique auprès de travailleuses et d'employeurs afin d'accroître la connaissance du contexte d'affectation ou de non-affectation dans le cadre du programme <i>Pour une maternité sans danger</i>	24 940,00

Source : CSST - Avril 2006

N.B. : L'année financière de la CSST débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année. Les données statistiques ne sont disponibles que pour l'année 2005.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. FRAIS DE TRADUCTION ET LISTE DES DOCUMENTS TRADUITS INCLUANT LA LISTE DES CONTRATS ET LE NOM DES FIRMES SÉLECTIONNÉES, DE MÊME QUE LES COÛTS

Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.

Pour l'année 2005, la CSST a déboursé un montant total de 279 809,09 \$ pour les frais de traduction pour l'ensemble de ses unités administratives, incluant la valeur du seul contrat par appel d'offres accordé par la CSST à la firme Arnaud Bridger et Ass Inc., pour la traduction des décisions de la Direction de la révision administrative (valeur de 170 000 \$).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC (SIQ) POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRAT EN 2005-2006 - VALEUR DU MANDAT

Mandats donnés à la Société Immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2005-2006. Valeur du mandat.

Location de bureaux (Granby et Laurentides) : 632 000 \$ annuel

Contrat d'aménagement de salles de réunion (Laurentides) : 111 513 \$

N.B. : L'année financière de la CSST débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.
Les données statistiques ne sont disponibles que pour l'année 2005.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS LA JURIDICTION DU MINISTRE DU TRAVAIL POUR L'ANNÉE 2005-2006

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions budgétaires demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail pour l'année 2005-2006.

La réponse à cette question est fournie dans la question 8 des renseignements particuliers.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. EFFECTIFS DE LA CSST PAR GRANDES MISSIONS ET DÉPENSES AFFÉRENTES

Effectifs de la CSST par grandes missions et dépenses afférentes :

- a) prévention, inspection;
- b) indemnisation et réadaptation;
- c) financement.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS DE LA CSST
SELON SES GRANDES FONCTIONS
ET DÉPENSES AFFÉRENTES
ANNÉE 2005

MANDAT	EFFECTIFS	FRAIS D'ADMINISTRATION (M \$)	COÛT DES PROGRAMMES (M \$)
Indemnisation et réadaptation	2 200,6	168,9	2 100,6 ¹
Prévention-inspection	561,7	45,0	100,8 ²
Financement	622,8	47,9	—
Administration (Soutien au régime et soutien administratif)	559,3 ³	93,9	—
TOTAL	3 944,4 ⁴	355,7	—
Frais imputés		(15,8) ⁵	
TOTAL Frais d'administration CSST		339,9 ⁶	

Source : Direction de la programmation budgétaire –Avril 2006

1. Ce montant représente les prestations versées durant l'exercice terminé le 31 décembre 2005, ainsi que la variation du passif actuariel, pour les programmes de réparation et le programme *Pour une maternité sans danger*.
2. Ce montant représente le coût des programmes de prévention pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005.
3. Les effectifs sont affectés aux unités de soutien au régime (Actuariat, Comptabilité et gestion de l'information, Développement des systèmes d'information) et aux unités de soutien administratif (Ressources humaines, Ressources matérielles, Programmation budgétaire et Exploitation des systèmes d'information).
4. Il s'agit de l'effectif utilisé à la CSST au 31 décembre 2005.
5. Sommes perçues pour financer les frais engagés par la CSST pour l'application de diverses lois dont les prestations sont intégralement remboursées à la CSST, soit : *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*, *Loi visant à favoriser le civisme*, *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*, et le chapitre X de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* visant les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations.
6. Les frais d'administration comprennent les dépenses liées à la rémunération des employés et celles de fonctionnement et d'immobilisations pour la CSST qui est fiduciaire du FSST. Quant aux dépenses afférentes de frais d'administration de la fiducie (FSST), il faut ajouter de l'amortissement (8,5 M\$) et la variation du passif actuariel (22,6 M\$), portant ainsi les frais d'administration de la fiducie à 371,0 M\$.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. NOMBRE DE PRESTATAIRES INSCRITS EN 2005 ET NOMBRE D'ENTREPRISES ENREGISTRÉES EN 2005

Nombre de prestataires inscrits en 2005 et nombre d'entreprises enregistrées en 2005.

ANNÉE 2005

NOMBRE DE RÉCLAMATIONS POUR LESQUELLES DES PRESTATIONS ONT ÉTÉ VERSÉES EN 2005 À L'ÉGARD :

d'une lésion professionnelle	306 200
du programme <i>Pour une maternité sans danger</i>	39 614

TOTAL : 345 814

NOMBRE D'EMPLOYEURS QUI ONT DÉCLARÉ AU MOINS 1 \$ EN MASSE SALARIALE ASSURABLE EN 2005 :

TOTAL : 186 480

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. LISTE DES SOUS-COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CSST ET DES COMITÉS AD HOC AVEC LEURS MANDATS ET LEUR COMPOSITION

Liste des sous-comités du conseil d'administration de la CSST et des comités ad hoc avec leurs mandats et leur composition.		
COMITÉS	MEMBRES PATRONAUX	MEMBRES SYNDICAUX
Comité (n° 3.32) sur l'analyse des budgets et des programmes des associations sectorielles paritaires	Robert Borduas François Cliche Gaston Lafleur Sylvail Lebel	Andrée Bouchard Michel Arsenault Robert Demers Claude Faucher Jean Lavallée
Comité technique (n° 3.33.1) sur l'annexe 1 du Règlement sur la santé et la sécurité du travail	André Denis Richard Lapointe Jean-Paul Robin	Andrée Bouchard Jean Dussault Claude Faucher
Comité de révision (n° 3.33.2) du Règlement sur la santé et la sécurité du travail	Germain Gaudreault Paul Poirier Jean-Paul Robin	René Bellemarre Andrée Bouchard Claude Faucher
Comité technique sur la réglementation en matière de sécurité dans les bâtiments (n° 3.33.2.1) du Comité permanent de révision du Règlement sur la santé et la sécurité du travail	Robert Borduas François Cliche Gilles Métivier Sylvain Parisien Robert Picher Jean-Paul Robin	Andrée Bouchard Serge Langlois Jocelyne Lavoie Pierre Morin
Comité (n° 3.36) de vérification	Gaston Lafleur Vacant Franco Fava (substitut)	Andrée Bouchard Henri Massé Pierre Dupuis (substitut)
Comité (n° 3.39) sur le budget	Franco Fava Gaston Lafleur Sylvain Lebel Vacant	Andrée Bouchard Claude Faucher Jean Lavallée Henri Massé
Comité (n° 3.46) sur le programme des services de santé au travail	Robert Borduas Sylvain Parisien Jean-Paul Robin	Andrée Bouchard Claude Faucher
Comité (n° 3.47) sur la capitalisation	Franco Fava Richard Larouche Sylvain Lebel Vacant	Andrée Bouchard Claude Faucher Henri Massé
Comité (n° 3.57) de révision du Règlement sur la santé et la sécurité du travail dans les mines	Guy Boulanger François E. Pelletier Christian Pichette Bertrand Potvin Pierre Savard	Michel Arsenault René Bellemarre Claude Bénard Bernard Bouchard Gaston Duchesneau André Racicot

COMITÉS	MEMBRES PATRONAUX	MEMBRES SYNDICAUX
Comité (n° 3.57.1) sur le suivi du plan d'action de la CSST dans les mines souterraines	Mark Joncas Glenn Morton François E. Pelletier Bertrand Potvin Dan Tolgyesi	Michel Arsenault Claude Bénard Gaston Duchesneau Gaétan Lyrette Michel Macdonald André Racicot
Comité (n° 3.61) sur la programmation des activités de l'IRSST	Robert Borduas Richard Lapointe Roger Laporte François E. Pelletier Jean-Paul Robin	Andrée Bouchard Claude Faucher André Tremblay
Comité (n° 3.63) de placement	Gaston Lafleur François E. Pelletier	Andrée Bouchard Pierre Dupuis
Comité technique (n° 3.66) sur le rapport écrit requis lors de l'accident	Jean-Pierre Amesse Germain Gaudreault Pascale Gauthier Gilles Métivier Sylvain Parisien Robert Picher Jean-Paul Robin	René Bellemare Andrée Bouchard Jean Dussault Claude Faucher Robert Guimond
Comité (n° 3.68) afin de revoir certaines modalités d'application du programme <i>Pour une maternité sans danger</i>	Gaston Lafleur Sylvain Lebel Sylvain Parisien Jean-Paul Robin	Andrée Bouchard Pierre Dupuis Claude Faucher
Comité technique (n° 3.69) sur le béryllium	Pierre Huot Sylvain Laparé Richard Lapointe Jean-Paul Robin Carl Simard	Andrée Bouchard René Bellemarre Mario Cournoyer Jocelyn Lavoie André Tremblay
Comité (n° 3.70) sur la physiothérapie et l'ergothérapie	Robert Borduas Sylvain Parisien Jean-Paul Robin	Andrée Bouchard Claude Faucher Serge Trudel
Comité du conseil sur le suivi des technologies de l'information	Franco Fava François E. Pelletier	Andrée Bouchard Pierre Dupuis

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. NOMBRE D'ENQUÊTES RÉALISÉES PAR LA CSST AU COURS DE CHACUNE DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES (VENTILATION) ET MOTIFS DES ENQUÊTES

Nombre d'enquêtes réalisées par la CSST au cours de chacune des deux dernières années (ventilation) et motifs des enquêtes.

NOMBRE D'ENQUÊTES EN PRÉVENTION-INSPECTION EN 2004 - 2005
SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

SECTEURS	2004	2005
Bâtiment et travaux publics	11	17
Industrie chimique	1	1
Forêt et scieries	6	6
Mines, carrières et puits de pétrole	5	2
Fabrication de produits en métal	3	1
Industrie du bois (sans scierie)	3	1
Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	0	3
Fabrication d'équipement de transport	0	1
Première transformation des métaux	0	0
Fabrication de produits minéraux non métalliques	3	3
Administration publique	4	1
Industrie des aliments et boissons	0	2
Industrie du meuble et des articles d'ameublement	0	2
Industrie du papier et activités diverses	4	4
Transport et entreposage	9	4
Commerce	18	7
Industrie du cuir	0	0
Fabrication de machines (sauf électriques)	0	3
Industrie du tabac	0	0
Industrie textile	1	0
Autres services commerciaux et personnels	12	8
Communications, transport d'énergie et autres services publics	2	2
Imprimerie, édition et activités annexes	0	0
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	0	0
Fabrication de produits électriques	0	0
Agriculture	6	4
Bonneterie et habillement	0	1
Enseignement et services annexes	0	1
Finances, assurances et affaires immobilières	0	1
Services médicaux et sociaux	0	0
Chasse et pêche	0	0
Industries manufacturières diverses	0	0
Dossiers non codés	1	3
Total	89	78

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

29. NOMBRE ET NATURE DES MESURES CORRECTRICES IMPOSÉES PAR LA CSST AU COURS DE CHACUNE DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Nombre et nature des mesures correctrices imposées par la CSST au cours de chacune des deux dernières années.

NOMBRE DE MESURES PRISES EN 2004 – 2005 SELON LE TYPE DE MESURE

TYPES DE MESURE	2004	2005
Déroptions constatées	36 318	37 371
Arrêts de machines, fermetures des lieux, scellés apposés	2 274	3 867
Constats d'infraction signifiés	2 772 ¹	3 165

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

¹ Donnée révisée au 31 décembre 2005

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

30. VALEUR DES AMENDES PERÇUES PAR LA CSST AU COURS DE CHACUNE DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Valeur des amendes perçues par la CSST au cours de chacune des deux dernières années.

REVENUS D'AMENDES EN PRÉVENTION-INSPECTION EN 2004 - 2005

	2004	2005
REVENUS D'AMENDES	2 433 759 \$	2 700 722 \$

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

31. MONTANT TOTAL DES COTISATIONS VERSÉES À LA CSST EN 2005 PAR LES EMPLOYEURS, MOYENNE ANNUELLE DES COTISATIONS PAR EMPLOYEUR ET PRÉVISIONS POUR 2006

Montant total des cotisations versées à la CSST en 2005 par les employeurs, moyenne annuelle des cotisations par employeur et prévisions pour 2006.

DOSSIERS D'EMPLOYEURS ET COTISATIONS

ANNÉE 2005

Cotisations ¹ (\$)	2 249 599 620
Dossiers d'employeurs	186 480
Cotisation moyenne par employeur (\$)	12 063

1. Cotisations comptabilisées au 31 décembre 2005 en regard de l'année de tarification 2005 seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants inscrits comme revenus en 2005 à titre d'arrérages et d'ajustements afférents à des années antérieures à 2005.

En tenant compte de ces arrérages et ajustements relatifs aux années antérieures, selon les états financiers du Fonds de la santé et de la sécurité du travail, les cotisations des employeurs totalisent 2 276,0 millions de dollars en 2005.

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

ANNÉE 2006 (PRÉVISION)

Cotisations ¹ (\$)	2 320 900 000
Dossiers d'employeurs ²	n.d.
Cotisation moyenne par employeur (\$)	n.d.

1. Prévision basée sur la tarification 2006

2. Le nombre de dossiers d'employeurs sera connu en fin d'année seulement

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. MONTANT TOTAL DES COTISATIONS VERSÉES PAR LA CSST EN 2005 AUX TRAVAILLEURS, MOYENNE ANNUELLE DES COTISATIONS PAR TRAVAILLEUR

Montant total des cotisations versées par la CSST en 2005 aux travailleurs, moyenne annuelle des cotisations par travailleur.

PRESTATIONS VERSÉES PAR LE FONDS DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ANNÉE 2005

PROGRAMMES DE RÉPARATION :

Prestations versées (\$)	1 571 995 213
Nombre de réclamations ¹	306 200
Prestation moyenne par réclamation (\$)	5 134

PROGRAMME POUR UNE MATERNITÉ SANS DANGER :

Prestations versées (\$)	186 106 613
Nombre de réclamations ¹	39 614
Prestation moyenne par réclamation (\$)	4 698

¹ Réclamations avec au moins un paiement pendant l'année visée.

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

ANNÉE 2006 (PRÉVISION)

En ce qui concerne les prestations versées, la prévision sera connue en mai 2006 dans le cadre de la production du Rapport financier prévisionnel 2006.

Le nombre de réclamations ne sera connu qu'en fin d'année seulement.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. MONTANTS DÉPENSÉS POUR L'EMBAUCHE DE FIRMES DE DÉTECTIVES, LISTE DES AGENCES, NATURE DES INTERVENTIONS, TECHNOLOGIES UTILISÉES, RÉSULTATS OBTENUS

Montants dépensés pour l'embauche de firmes de détectives, liste des agences, nature des interventions, technologies utilisées, résultats obtenus.

MONTANTS DÉPENSÉS POUR L'EMBAUCHE DE FIRMES DE DÉTECTIVES, LISTE DES AGENCES, NATURE DES INTERVENTIONS, TECHNOLOGIES UTILISÉES, RÉSULTATS OBTENUS

Montants dépensés pour l'embauche de firmes de détectives : 1 062 812 \$ en 2005

Liste des agences :

- Avant garde sécurité Inc.
- BCS investigation Inc.
- Chartrand Bennett solutions Inc.
- Chartrand Fortin Labelle solutions Inc.
- Chartrand Laframboise Inc. (Mégaprobe)
- Consultants Lupien Rouleau Inc. (Filature Expert investigation)
- Donald Mc Cleery et ass. (1990) Inc.
- Entreprises Keyfacts Canada Inc.
- Filature Quali-T (Gestin Pergebec Inc.)
- Garda du Canada (Le Groupe de sécurité Garda Inc.)
- Investigation Nadeau, Lafrance Inc.
- Nor-Web investigations inc. (Groupe évolution investigations Inc.)
- Sécurité Kolossal Inc.

Nature des interventions et technologies utilisées : filature et vidéo

Résultats obtenus :

- Au cours de l'année 2005, la CSST a fait des enquêtes auprès de 361 travailleurs accidentés.
- Dans 44 % des enquêtes, les conclusions de l'enquête confirment les doutes.
- On estime que la CSST a économisé en 2005 une somme de 7 434 396 \$ en indemnités de remplacement de revenu, en frais d'assistance médicale et de réadaptation.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. NOMBRE DE DOSSIERS TRANSMIS EN RÉVISION

Nombre de dossiers transmis en révision :

- a. par les travailleurs;
- b. par les entreprises;
- c. par la CSST;
- d. le résultat des demandes de révision selon la clientèle.

NOMBRE DE DOSSIERS TRANSMIS EN RÉVISION ET RÉSULTAT DES DEMANDES DE RÉVISION
SELON LA CLIENTÈLE AU 31 DÉCEMBRE 2005

ANNÉE 2005

Nombre de demandes inscrites ¹

(Nombre de dossiers transmis
en révision)

Nombre de demandes des travailleurs	24 108
Nombre de demandes des employeurs	22 402
Nombre de demande « autres » ²	144
TOTAL :	46 654

Nombre de demandes
terminées

(Résultat des demandes de
révision selon la clientèle)

Demandes des travailleurs

Décisions de 1ère instance maintenues	18 669
Décisions de 1ère instance modifiées	2 391
Désistements	953
Autres décisions ³	2 291
TOTAL :	24 304

Demande des employeurs

Décisions de 1ère instance maintenues	16 517
Décisions de 1ère instance modifiées	1 918
Désistements	1 891
Autres décisions ³	2 208
TOTAL :	22 534

Autres ²	160
---------------------	-----

Source : Direction de la révision administrative - Avril 2006

¹ La CSST n'est à l'origine d'aucune demande de révision.

² Demandes faites par une partie autre qu'un travailleur ou un employeur.
(par exemple, la succession d'un travailleur décédé)

³ Comprend principalement des décisions à l'effet que les motifs invoqués par le demandeur ne permettent pas de le relever de son défaut d'avoir formulé sa demande de révision à l'intérieur du délai légal. La demande est donc jugée irrecevable.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

35. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN RÉVISION PAR RÉGION ET DÉLAI MOYEN D'ATTENTE ENTRE LA DEMANDE ET LA DÉCISION

Le nombre de dossiers en révision par région et délai moyen d'attente entre la demande et la décision.

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR RÉGION ET DÉLAI MOYEN D'ATTENTE ENTRE LA DEMANDE ET LA DÉCISION AU 31 DÉCEMBRE 2005

Directions régionales	2005	
	Nombre de dossiers traités	Délai moyen d'attente (jours)
Abitibi-Témiscamingue	1 099	78,4
Bas St-Laurent	1 178	78,8
Chaudière-Appalaches	2 991	90,6
Côte-Nord	765	93,2
Estrie	1 898	92,7
Gaspésie Iles-de-la-Madeleine	862	90,8
Ile de Montréal ¹	9 315	76,1
Lanaudière	3 336	74,3
Laurentides	3 758	73,2
Laval	2 083	77,2
Longueuil	3 322	77,8
Mauricie-Centre-du-Québec	3 179	77,6
Outaouais	1 229	81,5
Québec	4 412	86,3
Saguenay Lac St-Jean	1 848	83,5
St-Jean-sur-Richelieu	1 820	75,1
Valleyfield	1 672	73,9
Yamaska	2 171	81,8
Opérations centralisées <i>Loi sur les accidents du travail (LAT)</i>	60	288,3

Source : Direction de la révision administrative - Avril 2006

¹ Antérieurement, les dossiers étaient présentés par région sur l'île de Montréal. Cependant, ces données ne sont plus compatibles en raison de changements organisationnels réalisés en 2005.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3/ BILAN À JOUR DE L'APPLICATION DU PROGRAMME DE RETRAIT PRÉVENTIF DE LA FEMME ENCEINTE, LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS, DE CAS CONTESTÉS ET LE COÛT DU PROGRAMME DE 1996 À CE JOUR

Bilan à jour de l'application du programme de retrait préventif de la femme enceinte, le nombre de dossiers actifs, de cas contestés et le coût du programme de 1996 à ce jour.

PROGRAMME POUR UNE MATERNITÉ SANS DANGER

NOMBRE DE DEMANDES SELON LA DÉCISION D'ADMISSIBILITÉ¹,
ET NOMBRE DE DEMANDES INSCRITES EN RÉVISION ADMINISTRATIVE
POUR LES ANNÉES 1996 À 2005

Nombre de demandes	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Demandes acceptées	18 879	18 206	19 832	21 305	22 130	23 624	23 800	25 205	26 419	28 039
Demandes refusées	1 124	1 062	1 214	1 294	1 295	1 314	1 317	1 341	1 421	1 518
Demandes à l'étude	37	58	54	63	69	65	58	97	58	92
Total	20 040	19 326	21 200	22 662	23 494	25 003	25 175	26 643	27 898	29 649
Demandes inscrites en révision administrative	s.o.*	s.o.*	s.o.*	187	205	272	237	255	365	408

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

* Pour les années 1996 à 1998, il n'y a pas de données disponibles puisque la Direction de la révision administrative a été créée en 1998 lors de l'entrée en vigueur de la Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives.

DÉBOURS POUR LES ANNÉES 1996 À 2005

Débours	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Débours du programme pour l'année (en millions de dollars) ²	88,2	85,4	92,2	103,0	108,6	128,0	138,8	158,1	168,1	186,1

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

¹ Données en date du 1^{er} mars de l'année suivante.

² Selon les états financiers de chacune des années.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

37. ÉTAT DES FONDS DE LA CSST

État des fonds de la CSST.

FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (CDPQ)
(en milliards de dollars)

AU 31 DÉCEMBRE 2005

VALEUR DES PLACEMENTS
AUX ÉTATS FINANCIERS

- Dépôts à participation à la juste valeur
marchande :

9,2 G

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

38. PRÉVISIONS ACTUARIELLES DU RÉGIME DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ

Prévisions actuarielles du régime de santé et de sécurité.

PRÉVISIONS ACTUARIELLES DU RÉGIME DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Les engagements du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (le Fonds) à l'égard des victimes de lésions professionnelles et du programme *Pour une maternité sans danger* sont de 9,8 milliards de dollars au 31 décembre 2005.

Ils sont inscrits comme passif actuariel au bilan du Fonds à cette date.

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

39. LISTE ET COPIE DES ENTENTES ENTRE LA CSST ET LES AUTRES ORGANISMES OU MINISTÈRES

Liste et copie des ententes entre la CSST et les autres organismes ou ministères.

TITRE	RÉFÉRENCE LÉGALE	DATE DE SIGNATURE
Entente Relative à l'échange d'avis d'ouverture de chantiers <i>Lettre d'Entente CSST - CCQ</i> Concernant le registre informatisé des chantiers de la CCQ <i>Lettre d'Entente CSST - CCQ</i> Relative à l'appariement des renseignements échangés	<i>Loi sur l'accès</i> Art. 123 4°	1997-02-13 1997-02-13 1997-03-13
<i>Entente CSST - CCQ</i> Relative à la désignation de la CCQ aux fins de reconnaître des équivalences quant à des cours et quant à la formation acquise en SST par certains travailleurs ontariens de la construction (1997) désirant œuvrer au Québec	LSST, Art. 170	1997-04-03
<i>Entente CSST - CCQ</i> Relative à la désignation de la CCQ aux fins de reconnaître des équivalences quant à des cours et de la formation acquise dans le domaine de SST par certains travailleurs de la construction de Terre-Neuve et du Labrador (1999)	LSST, Art. 170	1999-06-16
<i>Entente CSST - CCQ</i> Relative à la gestion du processus de certification des boutefeux	LSST, Art. 170	1993-10-05
<i>Protocole de collaboration CSST - Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</i> Conformément à la Lettre d'entente de partenariat relative à l'harmonisation des produits et services de réinsertion professionnelle		2001-03-26
<i>Entente CSST - SQDM</i> Relative à l'acceptation de certains stagiaires à titre de travailleurs pour les programmes ALFEPAC, PAI et Programme Jeunes Volontaires	LATMP, Art. 16	1995-04-05
<i>Entente CSST - MFQ</i> Relative à des mécanismes de concertation et de collaboration en matière de santé et sécurité du travail	LSSS Art. 166	1993-04-02

TITRE	RÉFÉRENCE LÉGALE	DATE DE SIGNATURE
<i>Lettre de mise sur pied du groupe de travail CSST - Comité paritaire - secteur forestier</i> Relative à la mise sur pied d'un groupe de travail pour la production de guide de prévention dans le secteur forestier	LSST Art. 170	1993-09-20
<i>Protocole d'entente CSST - IRSST</i> Relatif à la fourniture par la Direction des laboratoires de l'Institut de services à certains intervenants reconnus en vertu de la LSST		1990-11-02
<i>Lettre d'Entente CSST - IRSST</i> Relative à la participation des deux organismes à la base de données ISST (information en santé et sécurité du travail)		1990-10-09
<i>Entente CSST - RRQ</i> Relative à un échange d'informations	<i>Loi sur l'accès</i> Art. 68, 68.1	1999-01-08
<i>Protocole de collaboration CSST/Curateur public du Québec</i> Relative aux communications entre les deux organismes		2000-12-20
<i>Entente administrative (Imputation) CSST - RRQ</i> Relative à un échange de renseignements	<i>Loi sur l'accès</i> Art. 67, 69	1994-11-10
<i>Entente administrative CSST - Ministère de l'Environnement et de la faune</i> Relative à l'échange de certains renseignements	<i>Loi sur l'accès</i>	1998
<i>Entente CSST - Ministère de la Sécurité publique</i> Relative à la fourniture de services professionnels par le laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	LSST Art. 170	1999-04-08
<i>Entente CSST - Sa Majesté la Reine du Chef du Canada</i> Relative à reconnaître les agents de l'État à bénéficier des avantages, des droits, des conditions et obligations prévus par la Loi du Québec par l'intermédiaire de la Commission	LATMP Art. 17	1989-11-16
<i>Entente CSST - Ministre délégué aux affaires intergouvernementales canadiennes - Ministre des Consommateurs et des Sociétés sur le Simdut</i> Fixe les responsabilités respectives Canada-Québec relatives au Simdut, les modalités et les coûts de fonctionnement	LSST Art. 62	1991-08-21
<i>Entente CSST - La Commission des lésions professionnelles</i> Relative à l'Accès sans frais, par lien électronique, à des renseignements de la CSST sur les dossiers contestés dont la CLP est saisie	<i>Loi sur l'accès</i> LSST Art. 170	1999-04-19
<i>Entente CSST - Ministre de l'Emploi</i> Relative à déterminer les responsabilités des deux organismes en vertu du chapitre VI de la LATMP, les conditions et les modalités de remboursements, du BEM et du Comité spécial des présidents des comités des maladies professionnelles pulmonaires	LSST Art. 170 LATMP Art. 216	1994-05-04

TITRE	RÉFÉRENCE LÉGALE	DATE DE SIGNATURE
<i>Entente CSST – Ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du Revenu et de la Formation professionnelle</i> Relative aux fins de considérer toute personne qui exécute un stage d'évaluation en entreprise dans le cadre du programme «Reconnaissance des compétences professionnelles» comme un travailleur à l'emploi du Ministre	LSST Art. 170	1993
<i>Entente CSST – Ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle</i> Définit les modalités par lesquelles la Commission remet au Ministre le montant déduit des indemnités payables à un bénéficiaire en vertu de la LATMP ou le montant déduit des rentes hebdomadaires ou mensuelles versées à une victime en vertu de la LAT	LATMP, Art. 144	1992-10-30
<i>Modification à l'Entente CSST – Ministère de la Sécurité du revenu du 30 décembre 1992</i> Adapter la nouvelle terminologie à la suite de modifications législatives	LATMP, Art. 144	1995-12-04
<i>Entente CSST – Le Ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle</i> Relative à l'échange de renseignements en vertu de l'article 68.1 de la <i>Loi sur l'accès</i>	<i>Loi sur l'accès</i> Art. 68.1	1992-09-03
<i>Entente CSST – SAAQ</i> Relative à l'application de certaines dispositions législatives dans les cas où un organisme verse déjà une indemnité de remplacement de revenu	LATMP, Art. 449	1992-03-04
<i>Lettre d'Entente CSST – SAAQ</i> Relative aux modalités d'implantation de l'Entente CSST – SAAQ	LATMP, Art. 449	1992-03-04
<i>Modification à l'Entente CSST – SAAQ</i> Adapter la nouvelle terminologie à la suite de modifications législatives	LATMP, Art. 449	1995-04-11
<i>Entente CSST - SAAQ</i>	LATMP, Art. 16	1995-12-10
<i>Entente CSST – SAAQ</i> Relative à l'échange de renseignements en vertu des articles 68 et 68.1 de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> <i>Modification à l'entente</i>	<i>Loi sur l'accès</i> Art. 68, 68.1 Art. 68, 68.1	1995-12-20 2006-01-12
<i>Entente CSST/Office Québec – Amérique pour la jeunesse</i> Relative à l'application de la <i>Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles</i> à certaines stagiaires de l'Office	LATMP, Art. 16	2001-05-18
<i>Entente CSST/ Office franco-québécois pour la jeunesse</i>	LATMP, Art. 16	1997-06-25
<i>CSST - Ministère du Développement des ressources humaines et la Commission de l'assurance emploi du Canada - DRHC</i>	LATMP, Art. 16	2002-07-22

TITRE	RÉFÉRENCE LÉGALE	DATE DE SIGNATURE
<i>Entente-type CSST - MSSS</i> Relative aux soins et aux traitements fournis par les établissements du réseau de la santé et des services sociaux dans le cadre de la LATMP	LATMP Art. 195 et 198.1	1996-05-16
<i>Entente CSST - MSSS</i> Relative à l'indemnisation des travailleurs oeuvrant dans le programme gouvernemental «Chèque emploi-service»	LATMP, Art. 16	2000
<i>Entente CSST - MSSS</i> Relative aux programmes de santé au travail dispensés en vertu de la LSST	LSST, Art. 170	1990-06-18
<i>Contrat-type CSST - Centres hospitaliers</i> Relatif aux programmes de santé au travail dispensés en vertu de la LSST	LSST, Art. 107 2° Décret 948-91	1991-07-03
<i>Lettre d'Entente CSST - MSSS</i> Relative à l'application de l'approbation par la Commission du plan d'organisation des centres hospitaliers où existe un département de santé communautaire	Contrat type Art. 6.01	
<i>Accord CSST - RAMQ</i> Relative à l'administration par la RAMQ, pour le compte de la CSST, du programme de traitement et de paiement de demandes de paiement	Décret 3246-81	1981-08-05
<i>Modalités administratives CSST - RAMQ</i> Relatives aux programmes de santé au travail afférents aux professionnels de la santé visés par le chapitre VIII de la LSST	LSST Art. 247	1984-04-05
<i>Entente CSST - RAMQ</i> Relative à l'échange de certains renseignements	Décret 751-87 LATMP, Art. 42 <i>Loi sur l'accès</i> Art. 68 à 70	1986-11-19
<i>Protocole d'entente CSST - MSSS</i> Concernant la communication de renseignements contenus dans la banque de données ministérielles en matière de santé au travail (SMEST)	LSST, Art. 127 8° et 167 9°	1994-08-03
<i>Entente CSST-MEQ</i> Relative à la création d'un comité permanent pour favoriser l'intégration de la santé et de la sécurité du travail dans la formation	LSST, Art. 167 13° et 167 14°	1986-01-29
<i>Entente administrative CSST-Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</i> Relative à l'amélioration de l'intégration de la santé et de la sécurité du travail dans la formation professionnelle et technique	LSST, Art. 167 13°	2005-03-22
<i>Entente - Ministère de la famille, des aînés et de la condition féminine - échange renseignements</i>	LSST, Art. 170, 174	2005-03-22

TITRE	RÉFÉRENCE LÉGALE	DATE DE SIGNATURE
<i>Entente – Institut national de santé publique du Québec – relative au financement des activités de dépistage des maladies professionnelles prévue dans le cadre des programmes de santé au travail</i>	LSST, Art. 107, 109 et 110	2005-07-22
<i>Entente CSST –Ministre de l’emploi et de la solidarité sociale Relative à la mise en œuvre de la Loi sur l’assurance parentale</i>	Loi sur l’accès Art. 67 LSST, 174.1	2005-12-25
<i>Entente CSST – Ordre des ingénieurs du Québec Relative à l’échange de renseignements sur les chantiers de construction</i>	LSST, Art. 167 7°, 173	2006-03-27

Source : CSST - Avril 2006

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

40. NOMBRE D'ÉVALUATIONS MÉDICALES CONTESTÉES AU BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE PAR LA CSST EN 2005 ET NOMBRE D'AVIS DEMANDÉS

Nombre d'évaluations médicales contestées au Bureau d'évaluation médicale par la CSST en 2005 et nombre d'avis demandés.

DEMANDE AU BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE (BEM)

JANVIER À DÉCEMBRE 2005	
NOMBRE DE DEMANDES EXPÉDIÉES AU BEM	
Demandes des employeurs	9 392
Demandes de la CSST	
Avis	1 589
Contestation	1 142
Contestation et avis	1 238
	3 969
TOTAL :	13 361

Source : Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information - Avril 2006